

FAITS MARQUANTS DE LA CONFÉRENCE SUR LES OCÉANS: JEUDI, 8 JUIN 2017

Jeudi matin, la plénière a célébré la Journée mondiale des océans. Dans l'après-midi, la plénière a poursuivi le débat général. Un dialogue de partenariat a été dédié à l'approfondissement des connaissances scientifiques et au développement des capacités de recherche et du transfert de technologies marines.

PLÉNIÈRE

JOURNÉE MONDIALE DES OCÉANS: Signalant que les océans font de la Terre une planète unique du système solaire, la Co-Présidente Isabelle Lövin a estimé que la Journée mondiale des océans commémore notre rêve d'avoir des océans sains et productifs. Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies Peter Thomson a indiqué que la Journée mondiale des océans fête également notre conscience du besoin de « corriger les erreurs » que nous avons commis vis-à-vis des océans. Signalant que plus de 1000 engagements volontaires ont été présentés, il a qualifié la conférence de tournant majeur dans la protection des océans pour la postérité. Miguel de Serpa Soares, Sous-Secrétaire général des Nations Unies aux affaires juridiques, au nom du Secrétaire général des Nations Unies António Guterres, a affirmé que le Programme 2030 donne une vision commune et que la conférence a galvanisé la détermination de préserver la santé et générosité des océans.

Par liaison vidéo, les représentants de la jeunesse à l'UNESCO ont exhorté les décideurs à agir immédiatement pour assurer que « nos enfants nous gardent en mémoire comme la génération qui a évité la catastrophe, plutôt que comme celle qui l'a précipitée ». Déplorant l'effet dévastateur de l'activité humaine sur les océans, Fabien Comteau, réalisateur documentaire, a appelé les délégués à stimuler l'innovation et à sortir des sentiers battus pour sauver les océans, et ainsi assurer leur avenir pour les enfants de demain. Dressant un état des lieux dans lequel 90% des espèces de grands poissons ont disparu des océans en raison de la surexploitation, et 50% des coraux sont morts par l'intensification continue de l'acidification, Brian Skerry, Avatar Alliance Foundation, a

attiré l'attention sur une nouvelle génération de scientifiques, de chercheurs océaniques, de réalisateurs, d'activistes et de conservationnistes qui travaillent à la protection des océans, et a souligné que l'Appel à l'action « commence ici et maintenant ».

Soulignant que les humains sont l'équipage du « Vaisseau Terre », Cady Coleman, astronaute à la retraite, National Aeronautics and Space Administration (NASA), a signalé que les connaissances glanées depuis l'espace permettent de surveiller la vie sur Terre. Soulignant que « les océans sont l'affaire de tous », Sir Richard Branson, Fondateur du Groupe Virgin, a instamment souhaité aller au-delà des cibles de l'ODD14 sur les AMP et a noté qu'un nouveau traité sur la BADJN, doté de vision et de moyens, pourrait être « L'Accord de Paris pour les océans ». Sylvia Earle, Mission Blue, a déclaré que les nations ayant des lignes littorales sont en train de prendre des mesures de grande ampleur, notamment ces PEID qui déclarent 80% de leurs ZEE comme AMP.

Aulani Wilhelm, Polynesian Voyaging Society, a exhorté la conférence à « entendre la détresse de nos océans » et à prendre des mesures drastiques pour préserver « l'île Terre ». Scott Bolton, Southwest Research Institute, a souligné l'ironie de chercher de l'eau comme indicateur de vie sur d'autres planètes tout en ratant la protection des océans sur Terre. Iain Kerr, Ocean Alliance, a signalé que « potentiel transformateur » des technologies peu coûteuses, adaptable en termes d'échelle et de terrain, tels que les drones, pour approfondir la connaissance des océans. L'artiste et photographe Chris Jordan a présenté une vidéo montrant les effets des plastiques sur les oiseaux marins à Midway, l'île la plus éloignée de tous les continents. La photographe et conservationniste Ellen Cuylaerts a annoncé les gagnants de la compétition de photographie océanique dans le cadre de la Journée mondiale des océans édition 2017.

Terry Tamminen, Directrice générale, Fondation Leonardo DiCaprio, a annoncé son partenariat avec le Mexique pour s'efforcer de sauver la vaquita, le mammifère le plus menacé du monde, à travers une interdiction permanente des filets maillants dans la région, une mise en application renforcée de la législation sur la pêche illégale, et un programme de repeuplement ex situ.

Dans un message vidéo, le Messenger des Nations Unies pour la paix, Leonardo DiCaprio, a affirmé que « si on lui laisse une chance, la nature peut rebondir », en appelant à conclure « l'Accord de Paris sur les océans » et à le doter d'objectifs mesurables pour protéger les océans d'une exploitation illimitée, et ce pour le bénéfice de tous.

Soulignant que 80 millions de tonnes de plastique sont déversés chaque année dans l'océan, l'acteur Diego Luna a évoqué la générosité des océans qui sont source d'oxygène, d'inspiration et de sérénité, et a instamment demandé à chacun d'entendre les voix des communautés locales. Fatou Janha Mboob, TRY Oyster Women Association, Gambie, a décrit la façon dont son organisation a autonomisé les femmes récoltantes d'huitres pour améliorer leurs moyens de subsistance et restaurer l'écosystème des mangroves, en affirmant que lorsque les peuples qui se trouvent sur le terrain auront conquis leur autonomie « tout sera possible ». Donnant un aperçu personnel du déclin des écosystèmes sur son île natale, Budi Setiawan, Groupement de communautés côtières Kelompok Peduli Lingkungan Belitung, Indonésie, a présenté leurs travaux pour réhabiliter les ressources naturelles à travers un réseau d'entreprises locales, et grâce à des programmes d'éducation et de sensibilisation auprès des jeunes. Yohei Sasakawa, Président de la Nippon Foundation, a annoncé que la Fondation, travaillant de concert avec la Division des Nations Unies sur les océans et le droit de la mer (UNDOALOS), s'appête à lancer trois nouveaux projets de renforcement des capacités visant à développer les capacités des PEID en matière de gouvernance des océans et à former des experts sur les océans pour guider la mise en œuvre de l'ODD 14.

Annonçant l'événement mondial « Course pour les océans » qui a lieu le 8 juin 2017, Eric Liedtke, Membre du Conseil d'administration d'Adidas, a annoncé que la compagnie va fabriquer un million de paires de chaussures en plastique récolté dans les océans, l'équivalent de 11 millions de bouteilles plastiques en 2017, puis 5 millions de paires en 2018; et a appelé à un leadership conjoint public-privé, ainsi que d'autres partenariats, pour éliminer complètement le polystyrène vierge des chaînes d'approvisionnement et le remplacer par du plastique océanique.

Karan Jerath, Porte-Parole de la jeunesse pour les ODD, a exposé son invention d'un dispositif qui sépare le pétrole, l'eau et le gaz et en fait des composés homogènes, qui permettrait de nettoyer les fuites de carburants. Il a souligné que la jeunesse, en tant que nouvelle génération chargée de résoudre des problèmes, a le pouvoir de lancer un mouvement pour améliorer le monde. Melati et Isabel Wijzen, co-fondatrices de Bye Bye Plastic Bags Bali, ont rapporté avoir mobilisé plus de 12 000 personnes pour collecter 40 tonnes de déchets le long de la côte pendant une journée, ce qui a conduit le gouvernement de Bali à s'engager sur une interdiction

des sacs plastiques d'ici 2018. Elles ont affirmé que « les jeunes ne sont que 17% de la population mondiale, mais ils constituent 100% de l'avenir ».

Le Co-Président Josaia Voreqe Bainimarama a clos la célébration par un appel à tous les hommes, femmes et enfants à livrer personnellement le combat contre la dégradation des océans. Après une performance musicale par la Corporation aborigène Dawul Wuru de la Grande barrière de corail, en Australie, un groupe de jeunes provenant des Sites côtiers de patrimoine mondial de l'UNESCO a souligné que les participants à la conférence ont « le pouvoir de façonner le monde que les jeunes vont hériter » et a appelé à prendre part au mouvement « #MyOceanPledge » promu par l'UNESCO.

DÉBAT GÉNÉRAL: Le Président Nana Akufo-Addo, Ghana, a annoncé que son pays entend éliminer les plastiques marins de ses côtes d'ici 2025. SINGAPOUR a mis en lumière le prochain lancement d'une course sur les océans durables, ainsi qu'un examen national volontaire pour la mise en œuvre des ODD en 2018. L'INDE a dévoilé un nouveau fonds de développement Indes Nations Unies dédié à soutenir les capacités en matière d'alerte précoce dans les PEID du Pacifique. L'AUSTRALIE a attiré l'attention sur son engagement à verser 1 milliard USD pour aider les PEID du Pacifique à intégrer l'action climatique dans leurs plans de développement. VANUATU a signalé un plan visant à mettre en œuvre une PSM intégrale d'ici 2020.

L'ALLEMAGNE a souligné son Initiative internationale pour le climat qui finance des projets sur la biodiversité marine, et la création d'un Fonds d'action bleue. SAINT VINCENT-ET-LES-GRENADINES a souligné son engagement à protéger 20% de ses eaux d'ici 2020 dans le cadre de l'Initiative défi Caraïbes, ainsi qu'une interdiction sur l'importation et l'utilisation d'emballages en polystyrène; et a soutenu la désignation d'un représentant spécial auprès du Secrétaire général pour les océans. L'URUGUAY a souligné ses efforts de coopération et d'éducation. Les PHILIPPINES ont souligné leur engagement à lutter contre les effets des changements climatiques et à renforcer les AMP, ainsi que leur initiative de nettoyage. Le Canada a annoncé la création d'une nouvelle AMP de 4000 kilomètres carrés, et l'objectif d'atteindre 10% de couverture d'AMP d'ici 2020.

ANTIGUA-ET-BARBUDA a rapporté la mise en place d'un fonds de protection du système économique marin pour assurer que les AMP soient correctement gérées. Le TOGO a attiré l'attention sur l'adoption en 2016 de la Charte africaine de sécurité, de sûreté et de développement maritime (Charte de Lomé). Le BRÉSIL a attiré l'attention sur le Fonds bleu brésilien pour, entre autres, garantir que 10% de ses eaux soient sous gestion par zone d'ici 2020, et a souligné une proposition conjointe pour établir un sanctuaire de baleines dans l'Atlantique Sud. TRINIDAD ET TOBAGO a appelé à convoquer une conférence

intergouvernementale (CIG) pour un IJC sur la BADJN avant la fin 2018. La TUNISIE a instamment demandé l'assistance financière et le transfert de technologies nécessaires pour permettre aux pays africain de mettre pleinement en œuvre l'ODD 14.

La FÉDÉRATION DE RUSSIE a appelé à renforcer les conventions sur les mers régionales; a mis en lumière une législation interdisant la pêche au filet dérivant dans sa ZEE; et a indiqué que l'ODD 14 doit être inclus dans le champs d'examen du FPHN. La PALESTINE a souligné les obligations en matière de transfert de technologies en vertu de la CNUDM. La BIRMANIE a estimé que les processus établis dans le cadre de la CNUDM devraient évaluer la mise en œuvre de l'ODD 14. La GRÈCE s'est engagée à étendre sa couverture d'AMP de 6 à 17% d'ici 2020, et a attiré l'attention sur la coopération avec Chypre et avec l'Égypte sur la mise en œuvre de l'ODD 14. La GRENADÉ a souligné la mise en place des premiers parcs sous-marins de sculptures et de réhabilitation de coraux.

L'ALGÉRIE a attiré l'attention sur la récente Déclaration de Malte MedFish4Ever, et a signalé son engagement sur l'éducation relative aux océans et sur la pollution marine. ONU Océans a souligné le besoin de renforcer les termes du mandat et d'assurer un financement durable à ONU Océans pour garantir une meilleure assistance aux États dans leur mise en œuvre des ODD.

L'UICN a signalé des domaines prioritaires pour accélérer l'action, y compris la baisse des émissions de GES, l'extension des réseaux d'AMP, la transition vers la pêche durable, la lutte contre la pollution marine, et la convocation d'une CIG pour un IJC sur la BADJN. L'AIFM a signalé des engagements volontaires pour l'augmentation des avantages socio-économiques des PEID, pour améliorer la gouvernance des fonds marins d'Afrique, et pour renforcer la participation des femmes dans le domaine de la science marine. L'INSTITUT INTERNATIONAL POUR LA DÉMOCRATIE ET L'ASSISTANCE ÉLECTORALE (IDEA) a appelé à appliquer les principes de la citoyenneté active et du contrôle démocratique des ressources marines dans la mise en œuvre de l'ODD 14. La POLYNÉSIE FRANÇAISE s'est engagée à classer la totalité de sa ZEE comme AMP sous le nom d'AMP du « Grand océan lointain ». L'UNIVERSITY COLLEGE DUBLIN a souligné le rôle des institutions académiques pour remédier aux tendances négatives dans le milieu marin.

DIALOGUE DE PARTENARIAT 6: CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES, CAPACITÉS DE RECHERCHE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIES

La Co-Présidente Thorgerður Katrín Gunnarsdóttir, Ministre de la pêche et de l'agriculture, Islande, a souligné le besoin: d'une recherche indépendante et bien financée, avec une meilleure utilisation et un meilleur transfert des technologies existantes; et d'une science axée sur la défense des intérêts de la société sur le

long terme. Le Co-Président Héctor Soldi, Vice-Ministre de la pêche et de l'agriculture du Pérou, a souligné que les décideurs politiques doivent écouter les scientifiques même si le propos les met mal à l'aise.

Johan Kuylensstierna, Directeur exécutif du Stockholm Environment Institute, a invité à discuter de la façon dont le renforcement des capacités et le transfert de technologies remplissent effectivement les besoins des pays en développement, au lieu d'identifier des priorités d'un point de vue extérieur. Patricia Andrea Miloslavich de Klein, Université Simón Bolívar, a mis en exergue: le renforcement des capacités en matière d'analyse de données et de modélisation; et la priorité donnée aux technologies rentables pour la collecte des variables océaniques essentielles. Mark Abbott, Directeur de la Woods Hole Oceanographic Institution, a mis en avant: l'innovation technologique rapide et à bas coût par de petites équipes dispersées sur le terrain; et le besoin de comprendre les réponses des écosystèmes et des espèces marines aux changements climatiques. Amos Barkai, co-fondateur et Directeur général d'OLSPS Analytics, Afrique du Sud, a mis en garde contre une collecte excessive de données et contre la « culture de falsification » dans le secteur de la pêche, en signalant les difficultés liées à l'examen et la gestion des données, et en appelant à une pensée en termes de big data. Vladimir Ryabinin, COI-UNESCO, a appelé à mettre en place des protocoles harmonisés de collecte de données, et a rapporté le soutien à une recherche scientifique et technologique qui bénéficie à tous.

Le PORTUGAL a souligné l'importance de la biotechnologie marine pour la mise en œuvre des ODD, et s'est engagé à élargir les connaissances, le partage de données et l'observation des fonds marins dans le cadre de son initiative de Fonds bleu. La FINLANDE a évoqué ses priorités pour sa Présidence du Conseil Arctique. Les ÉTATS-UNIS se sont engagés en matière d'observation continue des océans; ont soutenu un meilleur engagement avec les sciences sociales, l'économie et la psychologie; et ont appelé à déployer des efforts conjoints pour élaborer une carte intégrale des planchers marins. Le BANGLADESH a souligné que le transfert de technologies et l'accès aux marchés sont des outils clés pour renforcer les capacités en matière de recherche océanique et de gestion durable des ressources marines. Les FIDJI ont déploré le caractère limité des recherches sur le climat et les océans spécifiquement axées sur les PEID, ont invité les pays développés à contribuer au fonds conjoint de recherche sur le climat et les océans proposé par l'Allemagne. Le BRÉSIL a souligné le rôle de la science dans la mise en œuvre des ODD. La CHINE a appelé à promouvoir la mise en œuvre des critères et directives de la COI-UNESCO, et à transférer les technologies nécessaires à une nouvelle industrie marine.

MONACO a décrit les objectifs du prochain voyage d'un navire à faible impact environnemental, pour étudier les hauts lieux de la biodiversité en Macaronésie. La COLOMBIE a rapporté ses efforts en matière de recherche, notamment dans la région caribéenne. Le ROYAUME-UNI a souligné l'engagement du G7 pour la mise en œuvre de l'ODD 14, y compris en soutenant l'observation des océans à l'échelle mondiale, notamment du point de vue des changements climatiques et de la biodiversité; et en soutenant un système amélioré d'évaluation océanique à travers le processus normal des Nations Unies. Le CANADA a décrit son investissement de 220 millions CAD dans la surveillance des océans, et a appelé à conclure des partenariats pour l'éducation et la documentation concernant les océans. CUBA a signalé ses plateformes pour la conservation de la biodiversité, en soulignant une mobilisation de ressources qui dépasse les mécanismes existants de financement. L'ALLEMAGNE a signalé un investissement de 4 milliards € sur dix ans dans la recherche marine, avec un focus sur la montée du niveau des eaux, l'acidification des océans et la pollution d'origine terrestre. L'INDE a évoqué son Institut central de recherche sur la pêche maritime, qui emploie 200 chercheurs et deux navires de recherche pluridisciplinaire pour la recherche scientifique dans l'océan Indien.

L'AIFM a rapporté ses engagements à soutenir les femmes scientifiques dans la recherche sur les océans ainsi qu'un registre les espèces vivant dans les fonds marins avec des informations fournies par des entreprises. L'ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE (OMM) s'est engagée à élargir les partenariats pour améliorer les systèmes de données météorologiques et d'alerte précoce. L'INITIATIVE DEEP OCEAN STEWARDSHIP a évoqué un réseau scientifique croissant partout dans le monde dédié à l'observation des océans, et a encouragé la conduite d'enquêtes scientifiques sur les impacts cumulés des changements climatiques à l'intérieur et à l'extérieur des zones sous juridiction nationale. L'INTER-AMERICAN INSTITUTE FOR GLOBAL CHANGE RESEARCH a signalé le besoin de bâtir un lien de confiance dépassant les frontières géopolitiques et le cloisonnement des disciplines pour faire avancer la science marine. Le CONSEIL MARITIME MONDIAL a mis en exergue l'utilisation des infrastructures offshore du secteur privé pour collecter des données sur les océans et le climat, en proposant de faire le pont avec les entreprises, les gouvernements et les chercheurs intéressés. La NORWEGIAN SHIPOWNER ASSOCIATION a mis en avant un rapport sur la contribution de la marine marchande à la réalisation des ODD et la disposition du secteur à contribuer à la collecte de données marines.

Le COMITÉ DU FONDS CHINOIS DE L'ÉNERGIE a rapporté son soutien aux exploitations de pêche à petite et moyenne échelle dans les PEID. LIVING ISLANDS NON-PROFIT a décrit les efforts déployés pour porter les connaissances

scientifiques essentielles aux communautés et aux leaders locaux. L'ORGANISATION HYDROGRAPHIQUE INTERNATIONALE a souligné: le manque de cartes fiables d'une grande partie des fonds marins; un programme mondial de financement populaire pour tous les bateaux qui aideront à mesurer et cartographier les océans; et un cible 2030 pour cartographier tous les éléments de plus de 100 mètres dans les planchers marins. Le SECRÉTARIAT DU COMMONWEALTH a annoncé la mise en place d'une plateforme de connaissance et d'innovation bleues visant à promouvoir les innovations régionales et thématiques. La COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DES NATIONS UNIES POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE (UNESCAP) a mis en exergue l'initiative nationale « blue accounts » pour la collecte de données sur la mise en œuvre de l'ODD 14. L'UNIVERSITÉ DES NATIONS UNIES a présenté son Programme de formation sur la pêche, en signalant le besoin de connaissances scientifiques et de capacités techniques pour une gestion durable des océans, notamment dans les PEID et dans les États côtiers africains.

DANS LES COULOIRS

Les festivités de la Journée mondiale des océans, qui se sont déroulées dans un hall d'Assemblée générale éclairé de lumière bleu-aquarium, ont été marquées par des images et des discours émouvants d'astronautes, aquanautes, artistes, conservationnistes et entrepreneurs du secteur privé et des communautés locales faisant preuve de grande inspiration. « La prépondérance et l'interconnexion des océans deviennent claires lorsqu'on observe notre planète bleue depuis l'espace », a évoqué l'astronaute Cady Coleman. « Son excellence des profondeurs » l'aquanaute Sylvia Earle a ajouté: « nous avons perturbé le système de survie de notre planète. Nous devons garder en tête que, sans l'océan, il n'y a pas de 'nous' ».

Les comparaisons entre l'espace et l'océan se sont multipliées au cours du dialogue de partenariat dans l'après-midi, lorsque quelques participants se sont écriés « Nous en savons plus sur la surface de la Lune et de Mars que sur les planchers océaniques », en appelant à investir sérieusement dans la recherche océanique fondamentale. D'autres ont signalé que les technologies spatiales pourraient aider à résoudre certaines difficultés en matière de recherche océanique, par exemple concernant les données satellite. À la fin de la journée, les participants sont convenus que la science spatiale a confirmé l'impossibilité de la vie humaine sans les océans. Mais le message clé, formulé par un participant, est que « nous devrions diriger tous nos efforts à laisser nos océans guérir, plutôt que de chercher une autre planète bleue ailleurs dans la galaxie ! ».

COMPTE-RENDU ET ANALYSE DU BNT: Le compte-rendu et l'analyse du Bulletin des négociations de la Terre de la Conférence sur les océans seront disponibles lundi 12 juin 2017 en ligne, sur: <http://enb.iisd.org/oceans/sdg14conference/enb/>